

LES CANDIDATS DE LA LISTE 100% SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE **Régionales MARS 2010 Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Chers amis,

depuis notre rencontre au cours de la table ronde que vous avez eu la bonne idée d'organiser à Marseille, un événement particulièrement grave s'est produit. Pour la première fois depuis 1998, la commission Européenne a autorisée la mise en culture d'une nouvelle variété génétiquement modifiée, la pomme de terre Amflora.

Passées les premières protestations de la secrétaire d'état à l'écologie, la prestation du Président de la République au Salon de l'Agriculture est venue renforcer l'idée qu'il n'y avait de salut pour les agriculteurs que dans la fuite en avant vers une agriculture industrielle toujours plus concentrée et dépendante des trusts de la chimie. Foin des précautions écologiques, en avant toute dans la course à la rentabilité financière. Indépendamment même de toute considération écologique, Nicolas SARKOZY propose de continuer une politique qui a provoqué la disparition de dizaines de milliers d'exploitations et qui se traduit pour la grande majorité des producteurs par une baisse de leur revenu.

Nous pensons que ces choix sont catastrophiques pour l'agriculture paysanne que nous défendons. Catastrophiques pour la qualité de l'alimentation et la santé publique. Catastrophiques pour la capacité à nourrir l'humanité, comme pour l'autonomie alimentaire de notre région. Cette politique nationale et européenne en faveur de l'agro-business pèse lourdement sur la situation locale. Nous pensons donc que pour répondre aux objectifs que vous vous êtes fixés en matière d'alimentation régionale et que nous partageons, il est nécessaire de combattre la politique agricole européenne, relayée en France par le gouvernement Sarkozy.

Trois autres problèmes pèsent négativement sur l'agriculture locale, alors que leur origine se situent à un niveau beaucoup plus général.

La spéculation foncière, particulièrement forte autour de la Méditerranée, la main mise des groupes de la grande distribution sur les mécanismes de fixation des prix et enfin la baisse de revenus de la plus grande partie de la population, qui rend de plus en plus difficile le choix d'une alimentation de qualité.

C'est pourquoi, nous pensons que la lutte pour une agriculture paysanne de proximité, capable d'alimenter la population en produits de qualités est indissociable des mobilisations sociales et écologiques pour un autre modèle de société.

Politique foncière

Le recul des terres agricoles est particulièrement marqué dans notre région. La déprise se poursuit dans les zones de montagne où les aides ne suffisent pas à compenser les effets de la crise de l'élevage, production laitière, ovins... La spéculation fait des ravages, il est plus rentable d'attendre qu'une zone devienne constructible que de céder ses terres à un jeune agriculteur. Enfin, si comme dans beaucoup de régions, les infrastructures, l'urbanisation, le développement des grands centres commerciaux viennent amputer la S.A.U. des meilleures

terres, nous subissons en outre les golfs et autres équipements pour touristes friqués.

La Région peut et doit intervenir. Il ne s'agit pas de prohiber toute nouvelle construction mais d'avoir un débat public sur son impact et sur son intérêt social. Il faut pour cela avoir le courage de se confronter aux groupes capitalistes, à commencer par ceux de la grande distribution. Il faut également rompre avec le « tout tourisme ». Sur le foncier encore, les SAFER doivent être profondément démocratisées.

Nous défendons le statut du fermage, acquis de la Libération qui garantit un droit sur les terres à ceux qui la cultivent, indépendamment de leur propriété. Aujourd'hui, en grandes cultures, 70% des terres exploitées sont en location. Pourquoi pas une réserve foncière régionale permettant, pour un loyer modique, l'installation de nouveaux agriculteurs ?

Tout travail mérite salaire

On n'enrayera pas la fuite en avant productiviste sans garantir le revenu de l'agriculture paysanne. Cela passe par un redéploiement des aides, dont l'attribution est aujourd'hui des plus injustes, mais elles ne doivent être qu'un complément venant compenser les handicaps naturels et les différentiels de rendement (exemple : l'aide à la production de blé dur en zone traditionnelle) ou aider aux reconversions.

Les producteurs sont victimes de la grande distribution qui commercialise 80 % des produits alimentaires. Christine Lagarde, au nom de la liberté du commerce, refuse de réglementer et préfère laisser les organisations de producteurs à la merci de cinq centrales d'achat. Nous revendiquons la fin des marges arrières, la mise en place du coefficient multiplicateur, mais ce ne sont que des mesures de sauvegarde ; il faut aller plus loin, mettre fin au monopole de ces groupes capitalistes en développant les circuits courts et les marchés paysans.

Aujourd'hui - et nous nous en réjouissons - cette dernière idée est reprise par tous les partis politiques. Ils se prononcent aussi pour développer l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux. Nous nous en réjouissons, mais il faut passer aux actes, ne pas se contenter d'un repas bio par mois à l'école. La région - en collaboration avec toutes les collectivités territoriales - peut contribuer à ouvrir un important marché à une agriculture de qualité et de proximité puisque la restauration collective (scolaire, mais aussi dans les hôpitaux, les maisons de retraite, les restaurants d'entreprise) sert chaque jour un grand nombre de repas.

Mais pour être efficace il faut être hardi, seul un plan ambitieux peut permettre de structurer l'offre en produits locaux de qualité. Cela suppose de ne pas craindre d'affronter les groupes de la « malbouffe » auquel on a concédé trop de marchés, cela suppose aussi de revenir sur les suppressions d'emplois, de recruter et de former du personnel pour cuisiner sur place plutôt que pour surveiller les fours à micro-ondes. Cela coûtera de l'argent, car cela ne doit pas se traduire par une augmentation des prix insupportable pour l'utilisateur, mais avec à la clé un bénéfice social et environnemental considérable, plus le plaisir de bien manger.

Cette lutte doit se mener dans la rue, comme dans les instances politiques locales et régionales, nationales et européennes.

Aussi nous défendons pour le Conseil régional, une orientation qui vise à en faire un appui pour toutes les résistances au modèle libéral qui est la forme actuelle du capitalisme.

La première mesure que la région doit prendre dans cette direction, c'est d'arrêter les subventions et les aides indirectes aux grandes surfaces et aux groupes de l'agro-business.

Sachez que nous sommes disponibles pour poursuivre ce débat et motivés pour agir ensemble en faveur d'une agriculture paysanne de proximité et du droit pour tous à une alimentation saine et goûteuse.

LES CANDIDATS DE LA LISTE 100% SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE